

Table des matières

<u>Table des matières</u>	1
<u>REGLEMENT INTERIEUR RELATIF AUX ETUDES</u>	3
<u>Partie I DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES DUT 2^{ème} année</u>	3
<u>A. Organisation générale des études</u>	3
<u>B. Obligation d'assiduité</u>	3
1. Généralités.....	3
2. Absences.....	4
3. Étudiants sportifs de haut niveau	5
4. Étudiants chargés de famille.....	5
5. Étudiants en situation de handicap	5
6. Étudiants assumant des responsabilités dans la vie universitaire.....	5
7. Étudiants Entrepreneurs.....	5
8. Traitement de l'absentéisme lors des enseignements	6
<u>C. CONTRÔLE DES CONNAISSANCES ET VALIDATION DU PARCOURS</u>	6
1. Contrôle des connaissances.....	6
2. Déroulement des épreuves :.....	6
3. Absence à une épreuve : justification des absences et épreuve de rattrapage	6
4. Conditions nécessaires pour l'acceptation d'une demande de rattrapage	7
<u>D. Validation du parcours et capitalisation des unités d'enseignement</u>	7
1. Validation des semestres	7
<u>E. Engagement étudiant et bonus</u>	8
1. Engagement étudiant	8
2. Bonus sport.....	8
<u>F. Redoublement</u>	8
<u>G. Fraudes et comportements abusifs</u>	8
1. La prévention des fraudes :	8
2. Les formes de fraude :	9
3. Les mesures prises en cas de fraude :	9
4. La procédure devant la section disciplinaire :	9
5. Les sanctions disciplinaires :	10
6. Les conséquences :	10
<u>Partie II DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES Bachelors Universitaires de Technologie 1^{ère} année</u>	12
<u>A. Organisation générale des études</u>	12
1. Compétences	12
2. Enseignements	13
3. Stages	13
<u>B. Obligation d'assiduité</u>	13
1. Généralités.....	13
2. Absences.....	13
3. Étudiants en alternance / stagiaires de la Formation Continue.....	14
4. Traitement de l'absentéisme lors des enseignements	14
5. Étudiants sportifs de haut niveau	14
6. Étudiants chargés de famille.....	15

7. Étudiants en situation de handicap	15
8. Étudiants assumant des responsabilités dans la vie universitaire	15
9. Étudiants Entrepreneurs	15
C. Contrôles des connaissances et des compétences	16
1. Les modalités de contrôles des connaissances et compétences (MCCC)	16
2. Déroulement des épreuves	16
3. Absence à une épreuve : justification des absences et épreuve de rattrapage	16
4. Conditions nécessaires pour l'acceptation d'une demande de rattrapage	17
D. Validation du parcours et capitalisation des unités d'enseignement	17
1. Conditions de validation	17
2. . Compensation	17
3. Règles de progression et redoublement	17
E. Engagement étudiant et bonus sport	18
1. Engagement étudiant	18
2. Bonus sport	18
F. Validation du diplôme	18
G. Fraudes et comportements abusifs	19
1. La prévention des fraudes	19
2. Les formes de fraude	19
3. Les mesures prises en cas de fraude :	19
4. La procédure devant la section disciplinaire :	20
5. Les sanctions disciplinaires :	21
6. Les conséquences :	21

REGLEMENT INTERIEUR RELATIF AUX ETUDES

Partie I DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES DUT 2^{ème} année

Le présent document a pour objet de fixer le cadre réglementaire des études du Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) et à l'IUT Grand Ouest Normandie, conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- l'arrêté du 3 août 2005 relatif au Diplôme Universitaire de Technologie ;
- les Programmes Pédagogiques Nationaux en vigueur ;
- le règlement des examens commun de études de l'Université de Caen applicable à l'ensemble des composantes

A. ORGANISATION GENERALE DES ETUDES

À la rentrée 2021/2022 le DUT est réformé suite à l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle. Il n'est plus ouvert en 1^{ère} année à la rentrée 2021/2022 mais uniquement en 2^{ème} année.

Dans le cadre de la formation initiale, y compris par la voie de l'alternance, les études conduisant à l'obtention du diplôme universitaire de technologie sont organisées à temps plein sur une durée de quatre semestres. Les enseignements dispensés font l'objet, par semestre, d'un regroupement en deux, trois ou quatre unités d'enseignement, conformément au Programme Pédagogique National.

Ils peuvent prendre la forme de cours magistraux, travaux dirigés, travaux pratiques, jeux d'entreprise. A cet enseignement encadré s'ajoutent, dans le cadre d'une formation dirigée, des projets faisant l'objet d'un tutorat en IUT et au moins dix semaines consacrées à l'accomplissement d'un stage en entreprise

B. OBLIGATION D'ASSIDUITE

1. Généralités

L'assiduité à toutes les activités pédagogiques organisées (cours, travaux dirigés, travaux pratiques, examens, stage en entreprise, projets tuteurés, conférences, films, visites d'entreprises...) dans le cadre de la formation est obligatoire pendant toute la durée des études. Les enseignants contrôlent les présences lors des activités pédagogiques et des examens.

Conformément à l'article 18 de l'arrêté du 3 août 2005, « *L'acquisition des connaissances et des aptitudes est appréciée par un contrôle continu et régulier* ».

Tout étudiant absent, de manière non justifiée conformément au titre I.B.2 du présent règlement, pourra se voir appliquer les sanctions prévues dans le présent règlement.

Tout étudiant pourra être exclu d'une activité pédagogique en raison d'un comportement inapproprié ou du non-respect des règles de sécurité.

2. Absences

a) Absence de courte durée

Toute absence fondée sur un cas de force majeure doit être justifiée par écrit et accompagnée d'un justificatif auprès du secrétariat du département concerné.

Passé le délai de 3 jours ouvrés après le retour, aucune justification ne peut être acceptée et l'absence sera considérée de fait, comme non justifiée.

Sont considérés comme des cas de force majeure, notamment les cas suivants :

- un état de santé rendant impossible la présence en cours ou à une épreuve et justifié par un certificat médical;
- le décès d'un parent proche (conjoint, parents, grands-parents, frères et sœurs) avec acte officiel ;
- toute convocation officielle avec justificatif rendant impossible la présence en cours ou à une épreuve. L'appréciation de la validité des autres motifs d'absences relève de la compétence du directeur des études ou *in fine* du chef de département.

Tout étudiant se présentant à une activité pédagogique déjà engagée peut s'en voir refuser l'entrée. Dans ce cas, le retard est assimilé à une absence injustifiée.

De même tout étudiant perturbant le bon déroulement d'une activité pédagogique peut être exclu temporairement de celle-ci. L'enseignant devra signaler l'incident sur la feuille d'émargement. L'étudiant sera considéré comme absent injustifié.

Les enseignants effectuent, lors de chaque activité pédagogique un émargement des présents en formation initiale, formation continue et apprentissage. Ces renseignements seront transmis à la direction des études qui appréciera la recevabilité des motifs d'absence fournis. Un relevé d'absences et de retards pour chaque étudiant sera fourni au jury de fin de semestre, lors de sa délibération, et ces renseignements figureront sur les relevés de notes.

Dans le cadre de la FCA, toute absence sera communiquée à l'entreprise.

b) Absence prolongée

En cas **d'absence supérieure à 10 jours ouvrés de manière non justifiée**, l'étudiant sera contacté par lettre recommandée avec accusé de réception dans laquelle le chef de département lui rappellera son obligation d'assiduité et lui demandera de réintégrer les enseignements ou de justifier son absence conformément aux dispositions de l'article II.A.2.a du présent règlement, sous peine d'être considéré comme défaillant de fait. Faute d'une régularisation de sa situation dans les 10 jours ouvrés à compter de la date de notification de la lettre recommandée, le département en avisera le service scolarité.

La situation de l'étudiant sera communiquée au département et aux jurys ainsi qu'à tout organisme habilité à recevoir ces informations tel que le CROUS.

c) Étudiants en alternance / stagiaires de la Formation Continue

Dans le cas d'un contrat d'alternance (formation continue et apprentissage), la direction de l'IUT a obligation de tenir l'entreprise informée des absences. Le non-respect de l'assiduité par l'alternant est une cause possible de retenue salariale et éventuellement d'une rupture de contrat.

3. Étudiants sportifs de haut niveau

Les étudiants ayant le statut de sportif de haut niveau universitaire bénéficient d'une réglementation particulière en ce qui concerne l'assiduité. Ainsi, toutes les absences liées à leur qualité (entraînements, compétitions, stages) sont considérées comme justifiées, sous réserve qu'elles fassent l'objet de pièces justificatives établies en bonne et due forme, déposées au secrétariat du département concerné dans les mêmes délais que ceux prévus au titre I.B.2 du présent règlement.

Les étudiants sportifs de haut niveau doivent se signaler auprès du service scolarité générale et du secrétariat du département d'accueil lors de l'inscription. S'ils sont absents pour des motifs liés à leur statut, à des épreuves de contrôles continus de connaissances, des épreuves de rattrapage seront organisées. En revanche, pour tous les autres motifs d'absence, les étudiants sportifs de haut niveau sont assujettis aux mêmes règles de conditions d'assiduité que les autres étudiants.

4. Étudiants chargés de famille

Les étudiants chargés de famille peuvent justifier de leur situation auprès du service scolarité et du secrétariat du département concerné. Ces étudiants sont assujettis aux mêmes règles de conditions d'assiduité que les autres étudiants. Toutefois, des modalités particulières d'absences pourront être définies en accord avec le directeur des études ou *in fine* le chef de département.

5. Étudiants en situation de handicap

Ces étudiants peuvent solliciter le **Relais Handicap Santé** de la Direction des Études et de la Vie Étudiante de l'Université qui proposera les modalités d'aménagement des examens et des études.

6. Étudiants assumant des responsabilités dans la vie universitaire

Les étudiants assumant des responsabilités particulières dans la vie universitaire, la vie étudiante ou associative doivent prendre contact dès leur prise de fonction avec le directeur des études ou *in fine* le chef de département afin d'examiner les modalités d'exercice de leur fonction et la compatibilité avec leur scolarité.

Seuls les étudiants élus aux différents conseils de l'Institut et de l'Université sont autorisés à s'absenter pour participer à ces conseils sous réserve de présentation de la convocation officielle. Dans tous les autres cas, l'absence sera considérée comme non justifiée.

7. Étudiants Entrepreneurs

Les étudiants entrepreneurs peuvent bénéficier d'un aménagement de leur emploi du temps conformément à leur statut.

Ainsi, toutes les absences liées à leur projet sont considérées comme justifiées, sous réserve qu'elles fassent l'objet de pièces justificatives établies en bonne et due forme, déposées au secrétariat du département concerné dans les mêmes délais que ceux prévus au titre I.B.2 du présent règlement.

Les étudiants entrepreneurs doivent se signaler auprès du service scolarité et du secrétariat du département d'accueil lors de l'inscription (ou en cas de changement de situation en cours

d'année). S'ils sont absents pour des motifs liés à leur statut, à des épreuves de contrôles continus de connaissances, des épreuves de rattrapage seront organisées. En revanche, pour tous les autres motifs

d'absence, les étudiants entrepreneurs sont assujettis aux mêmes règles de conditions d'assiduité que les autres étudiants.

8. Traitement de l'absentéisme lors des enseignements

Un malus de 0,1 est appliqué à la moyenne générale de l'UE pour toute absence injustifiée constatée dans un élément pédagogique de cette UE.

C. CONTRÔLE DES CONNAISSANCES ET VALIDATION DU PARCOURS

1. Contrôle des connaissances

Le contrôle des connaissances est assuré par un contrôle continu et régulier selon les modalités spécifiques prévues par chaque département, validées par le conseil d'institut et communiquées en début d'année aux étudiants.

Les notes doivent être communiquées régulièrement à l'étudiant qui peut consulter ses copies selon des modalités spécifiques prévues par chaque département. Les notes ne deviennent définitives qu'après délibération du jury.

2. Déroulement des épreuves :

La sortie de la salle de contrôle est interdite pendant la première moitié de l'épreuve, à concurrence d'une heure. L'accès des candidats retardataires ne pourra être accepté que de façon exceptionnelle par le responsable de la salle pendant la première demi-heure et deviendra impossible après la sortie du premier candidat, le sujet étant devenu public, même en cas de force majeure. En aucun cas le retardataire ne pourra voir prolonger son temps de composition au-delà de l'heure de fin d'épreuve prévue.

Le contrôle de l'identité des étudiants est obligatoire et doit donner lieu à un émargement. Lorsque les places sont numérotées, le respect de la numérotation est obligatoire.

Les sorties des étudiants en cours d'épreuve doivent être exceptionnelles et motivées par des raisons impérieuses. Lors de ces sorties, la copie de l'étudiant sera déposée et les heures de sortie et de retour mentionnées sur celle-ci.

A l'issue de l'épreuve, le décompte des copies est assuré, son bilan est joint à la feuille d'émargement.

De manière générale, tous les supports d'information et objets connectés (documents papiers, téléphones portables, lecteurs MP3, calculatrices à mémoire...) sont interdits en salle d'examen dès lors que leur utilisation n'est pas formellement autorisée par une mention explicite sur le sujet.

3. Absence à une épreuve : justification des absences et épreuve de rattrapage

La participation à tous les contrôles des connaissances est obligatoire quel que soit le jour (du lundi au samedi). En cas d'absence à une épreuve, l'étudiant doit justifier son absence par un cas de force majeure auprès du secrétariat du département et auprès de l'enseignant responsable du contrôle dans les 3 jours ouvrés qui suivent son retour. Deux cas sont alors possibles :

- L'absence est justifiée dans les conditions du titre I.B.2 du présent règlement : une épreuve de rattrapage peut être proposée.

- L'absence est injustifiée en application du titre I.B.2 du présent règlement, la note ABI (absence injustifiée) est reportée (correspondant à un zéro dans le calcul des résultats du semestre).

4. Conditions nécessaires pour l'acceptation d'une demande de rattrapage

L'étudiant doit formuler une demande écrite argumentée auprès du directeur des études pour solliciter une épreuve de rattrapage dans les 3 jours ouvrés qui suivent son retour. Le directeur des études, en concertation avec l'enseignant concerné, pourra lui accorder l'épreuve de rattrapage sous réserve de ne pas avoir été absent de manière injustifiée à plus de 25% des enseignements du module concerné par l'épreuve. *In fine*, Le chef de département est souverain dans sa décision. En cas de refus, d'absence de demande ou d'absence supérieure à 25% des enseignements du module, l'étudiant se fera attribuer la note ABI à l'épreuve de rattrapage.

La nature de l'épreuve de rattrapage est fixée par l'enseignant en conformité avec les modalités de contrôle des connaissances.

Si l'épreuve de rattrapage ne peut pas être organisée avant le jury du semestre, la note du contrôle est mise en attente et les moyennes ne sont pas calculées.

En cas d'impossibilité d'organiser l'épreuve de rattrapage, le chef de département se concertera avec le directeur des études et pourra proposer la note ABJ (absence justifiée).

D. VALIDATION DU PARCOURS ET CAPITALISATION DES UNITES D'ENSEIGNEMENT

1. Validation des semestres

La validation d'un semestre est acquise **de droit** lorsque l'étudiant a obtenu à la fois :

- une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 et une moyenne égale ou supérieure à 8 sur 20 dans chacune des unités d'enseignement,
- la validation des semestres précédents, lorsqu'ils existent.

Lorsque les conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la validation est assurée, sauf opposition de l'étudiant, par une compensation organisée entre deux semestres consécutifs sur la base d'une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 et d'une moyenne égale ou supérieure à 8 sur 20 dans chacune des unités d'enseignement constitutives de ces semestres. Le semestre servant à compenser ne peut être utilisé qu'une fois au cours du cursus. En cas d'opposition, l'étudiant doit faire état de son refus de la compensation par écrit dans la semaine qui suit la publication des résultats.

Le directeur de l'IUT peut prononcer la validation d'un semestre sur proposition du jury. La validation de tout semestre donne lieu à l'obtention de l'ensemble des unités d'enseignement qui le composent et des crédits européens correspondants. La poursuite d'études dans un nouveau semestre est de droit pour tout étudiant à qui ne manque au maximum que la validation d'un seul semestre de son cursus.

Le DUT est délivré dès lors que les quatre semestres sont validés.

La délivrance du diplôme du DUT est subordonnée à la présentation d'au moins une certification en langue anglaise faisant l'objet d'une évaluation externe et reconnue au niveau international et par le monde socio-économique.

E. ENGAGEMENT ETUDIANT ET BONUS

1. Engagement étudiant

L'engagement étudiant, dans le cadre du dispositif de l'université, sera comptabilisé sous la forme de point bonus d'un maximum de 0,5 point sur la moyenne d'un semestre. Si la note *engagement étudiant* est supérieure à 10/20, le bonus est calculé sur la base de 0,1 point par tranche de 2 points au-dessus de 10/20. Le bonus sera affecté au semestre de l'évaluation de l'engagement. La note pourra se baser, selon le choix défini par la commission d'évaluation de l'engagement étudiant, sur :

- une présentation orale ;
- la rédaction d'un rapport ;
- la présentation d'un dossier de preuve d'acquisition de compétences.

Il n'est pas possible de bénéficier d'une reconnaissance de l'engagement étudiant au semestre 4 du DUT.

2. Bonus sport

Un bonus sport pourra être attribué sous la forme de point bonus d'un maximum de 0,5 point sur la moyenne d'un semestre pour les activités sportives encadrées et évaluées par le SUAPS. Si la note est supérieure à 10/20, le bonus est calculé sur la base de 0,1 point par tranche de 2 points au-dessus de 10/20.

F. REDOUBLEMENT

Un étudiant de deuxième année n'ayant pas validé son DUT à l'issue de l'année universitaire 2021/2022 pourra se voir proposer sur décision du grand jury une entrée en deuxième année de BUT sans capitalisation d'UE. Un parcours de deuxième année de BUT sera proposé à l'étudiant par le grand jury sur proposition de la sous-commission.

S'il valide la deuxième année de BUT, il pourra poursuivre de droit en troisième année de BUT.

G. FRAUDES ET COMPORTEMENTS ABUSIFS

1. La prévention des fraudes :

Les présidents de salle rappelleront en début d'épreuve les risques encourus en cas de fraude et les consignes relatives à la discipline de l'examen.

Une surveillance active est nécessaire dans les salles d'examens.

Les fraudes ou tentatives commises à l'occasion d'un examen, d'une épreuve de contrôle continu ou d'une inscription relèvent de la section disciplinaire du conseil académique de l'Université en application des articles R 811-10 à R 811-42 du Code de l'éducation.

2. Les formes de fraude :

Elles peuvent avoir différentes formes notamment :

- Possession de documents non autorisés : antisèche ou cours ;
- Possession de matériel non autorisé : calculatrice programmable, téléphone portable, code annoté, etc... ;
- Communication d'information entre candidats ;
- Substitution de copie ;
- Substitution d'un tiers ou d'un candidat à un autre candidat ;
- Le plagiat partiel ou total sous toutes formes de support : thèses, mémoire de stage, y compris sur internet (sources non citées) ;
- Les faux et usages de faux : falsification de relevés de notes, faux diplômes, faux certificat médical, etc...

3. Les mesures prises en cas de fraude :

En cas de flagrant délit de fraude ou tentative de fraude aux examens, le président de salle prend les mesures nécessaires pour faire cesser la fraude ou la tentative de fraude sans interrompre la participation de l'épreuve du candidat. A ce titre, le président de salle saisit les pièces ou le matériel permettant d'établir la réalité des faits (antisèches, code annoté, calculatrice, etc.).

Le président de salle dresse un procès-verbal (rapport détaillé) contresigné par l'ensemble des surveillants et par l'étudiant lui-même. En cas de refus de l'étudiant, il en est porté mention sur le procès-verbal.

Dans le cas où une substitution de personne ou un trouble affectant le déroulement de l'épreuve est constaté, l'étudiant peut être expulsé de la salle d'examen par décision du président de l'Université ou son représentant.

Le responsable de l'épreuve porte la fraude à la connaissance du directeur de la composante qui transmettra l'ensemble des pièces au président de l'Université pour saisine de la section disciplinaire.

4. La procédure devant la section disciplinaire :

Après saisine de la section disciplinaire, l'étudiant poursuivi est convoqué par le président de la section disciplinaire devant la commission de discipline, ainsi que le(s) témoin(s) pour y être entendu. La section disciplinaire se réunit ensuite en formation de jugement pour décider de la sanction applicable. La formation de jugement entend à nouveau l'étudiant poursuivi avant de délibérer. Lors de la commission d'instruction et de la formation de jugement, l'étudiant peut être assisté par une personne de son choix.

La décision de la section disciplinaire est ensuite notifiée à l'étudiant poursuivi par lettre recommandée avec accusé réception.

Lors de la signature du procès-verbal de constatation de fraude, il convient également d'expliquer à l'étudiant que s'il reconnaît les faits qui lui sont reprochés, il peut bénéficier de la procédure prévue à l'article R. 811-40 du code de l'éducation qui prévoit qu'une sanction lui sera proposée par le président de l'université. Dans

cette hypothèse, il doit porter sur le PV la mention manuscrite : « je reconnais les faits tels que décrits dans le présent procès-verbal ».

Le Président de l'Université convoque l'utilisateur auquel les faits sont reprochés. Le courrier de convocation, transmis au moins 8 jours avant la date fixée, doit mentionner les faits reprochés, rappeler la procédure applicable ainsi que les sanctions maximales encourues, indiquer qu'il peut revenir sur la reconnaissance des faits qui lui sont reprochés et refuser la proposition de sanction. L'utilisateur peut se faire assister d'un conseil de son choix lors de cette rencontre.

Le Président de l'Université ou son représentant entend l'utilisateur et, le cas échéant, son conseil, en présence d'un membre usager désigné par le Président de la section disciplinaire. Si l'utilisateur reconnaît les faits, le Président de l'Université peut lui proposer les sanctions suivantes : avertissement, blâme, mesure de responsabilisation ou exclusion de l'établissement pour une durée maximum d'un an (cette sanction pouvant être prononcée avec sursis).

Le Président de l'Université informe l'utilisateur qu'il dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître s'il accepte ou refuse cette proposition.

Si l'utilisateur accepte la proposition, le Président de l'Université saisit le Président de la section disciplinaire en vue de la réunion de la commission de discipline, appelée à se prononcer sur la proposition de sanction. Si la commission de discipline adopte la proposition, la sanction prévue est notifiée.

Si l'utilisateur n'a pas répondu au terme du délai de 15 jours à la proposition de sanction qui lui a été faite par le Président de l'Université, s'il la refuse ou si la commission de discipline rejette cette proposition de sanction, le Président de l'Université engage les poursuites devant la section disciplinaire pour une procédure dite « classique »

5. Les sanctions disciplinaires :

Peuvent être prononcées par la formation de jugement de la section disciplinaire les sanctions suivantes :

- 1) l'avertissement
- 2) le blâme
- 3) la mesure de responsabilisation
- 4) l'exclusion de l'établissement pour une durée maximum de 5ans. Cette sanction peut être prononcée avec sursis si l'exclusion n'excède pas 2 ans.
- 5) l'exclusion définitive de l'établissement
- 6) l'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur pour une durée maximum de 5 ans.
- 7) l'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement

La sanction prise est proportionnée à la gravité des faits reprochés.

6. Les conséquences :

Dans l'attente de la décision de la section disciplinaire, aucun certificat de réussite, ni de relevé de notes ne peuvent être délivrés avant que les membres de la formation de jugement n'aient statué sur le cas des étudiants. L'affichage des résultats de l'ensemble de la promotion comportera la mention « cas réservé » s'agissant de l'étudiant poursuivi.

Si l'examen comporte un second groupe d'épreuves, l'étudiant poursuivi est admis à y participer si ses résultats le permettent (selon les modalités de contrôle de connaissances de la maquette du diplôme).

Si une sanction disciplinaire est prononcée à l'encontre de l'étudiant, l'épreuve concernée est automatiquement annulée. L'étudiant est réputé avoir été présent à l'épreuve sans l'avoir subie.

Si la fraude a été commise au moment d'une inscription, toute sanction entraîne la nullité de l'inscription.

Par ailleurs, la juridiction disciplinaire peut décider de prononcer, en outre, la nullité du groupe d'épreuves ou de la session d'examen.

En cas de sanction, le jury délibère sur les nouveaux résultats de l'étudiant compte tenu des conséquences liées au prononcé de la sanction.

.....
Je soussigné(e)

inscrit(e) en

atteste avoir lu le règlement des études de l'IUT Grand Ouest Normandie

Fait à le

Signature

Partie II DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES Bachelors Universitaires de Technologie 1ère année

Le présent document a pour objet de fixer le cadre réglementaire des études du Bachelor Universitaire de Technologie (B.U.T) à l'IUT Grand Ouest Normandie, pour les étudiants en formation initiale, continue et alternance, conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle
- arrêté du 27 mai 2021 relatif aux programmes nationaux de la licence professionnelle du Bachelor Universitaire de Technologie
- les Programmes Nationaux en vigueur ;

Le règlement des examens commun de études de l'Université de Caen applicable à l'ensemble des composantes.

Les parcours de licence professionnelle organisés en 180 crédits européens et opérés dans les Instituts Universitaires de Technologie (I.U.T) prenant le nom d'usage de « Bachelor Universitaire de Technologie » (BUT) sont mis en place à compter de la rentrée 2021-2022 uniquement en première année. La deuxième année ouvrira en 2022-2023 et la troisième en 2023-2024.

A. ORGANISATION GENERALE DES ETUDES

1. Compétences

Le Bachelor Universitaire de Technologie s'inscrit dans un cadre national et est défini par des spécialités qui tiennent lieu de mention. À chaque spécialité correspondent des parcours. Un parcours dans une spécialité est défini par 4 à 6 blocs de compétences finales entendues comme des « savoirs agir complexes » mis en œuvre dans un contexte professionnel et qui mobilisent des ressources acquises au cours du cursus.

Le bachelor universitaire de technologie est organisé en 6 semestres composés d'unités d'enseignement (UE) et chaque niveau de développement des compétences se déploie sur les deux semestres d'une même année. Les UE et les compétences sont mises en correspondance. Chaque UE se réfère à une compétence finale et à un niveau de cette compétence. Elle est nommée par le numéro du semestre et celui de la compétence finale. Chaque unité d'enseignement est composée de deux éléments constitutifs :

- un pôle "Ressources", qui permet l'acquisition des connaissances et méthodes fondamentales,
- un pôle "Situation d'apprentissage et d'évaluation" (SAÉ) qui englobe les mises en situation professionnelle au cours desquelles l'étudiant développe la compétence et à partir desquelles il fera la démonstration de l'acquisition de cette compétence dans la démarche portfolio. Le référentiel de formation de chaque spécialité contient des préconisations sur les SAÉ.

2. Enseignements

Le volume horaire global (enseignement et projets tutorés, soit 2600 heures pour les spécialités secondaires et 2400 heures pour les spécialités tertiaires) est distribué de manière homogène sur les trois années, sans excéder chaque année une moyenne maximum de 33 heures par semaine

Les enseignements peuvent prendre la forme de cours magistraux, travaux dirigés, travaux pratiques. À l'initiative de l'équipe pédagogique, et après approbation par le responsable de formation et la direction de l'IUT, certains enseignements peuvent être organisés à distance (soit pour modifier les modalités de travail en présentiel, soit pour remplacer l'enseignement en présentiel) et recourir aux technologies numériques.

3. Stages

Le stage contribue à la professionnalisation de l'étudiant et à la validation des compétences du Bachelor Universitaire de Technologie. Les stages sont répartis selon le calendrier suivant : 8 à 12 semaines les 4 premiers semestres ; 12 à 16 semaines la dernière année.

B. OBLIGATION D'ASSIDUITE

1. Généralités

L'obligation d'assiduité à toutes les activités pédagogiques organisées dans le cadre de la préparation du diplôme national de BUT est indissociable de l'évaluation par contrôle continu intégral. Les incidences de l'obligation d'assiduité sur l'évaluation sont arrêtées par la Commission Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) de l'Université sur proposition du Conseil d'Institut.

Les enseignants contrôlent les présences lors des activités pédagogiques et des examens

Tout étudiant absent, de manière non justifiée conformément au titre II.B.2 du présent règlement, pourra se voir appliquer les sanctions prévues dans le présent règlement.

Tout étudiant pourra être exclu d'une activité pédagogique en raison d'un comportement inapproprié ou du non-respect des règles de sécurité.

2. Absences

a) Absence de courte durée

Toute absence fondée sur un cas de force majeure doit être justifiée par écrit et accompagnée d'un justificatif auprès du secrétariat du département concerné.

Passé le délai de 3 jours ouvrés après le retour, aucune justification ne peut être acceptée et l'absence sera considérée de fait, comme non justifiée.

Sont considérés comme des cas de force majeure, notamment les cas suivants :

- un état de santé rendant impossible la présence en cours ou à une épreuve et justifié par un certificat médical;
- le décès d'un parent proche (conjoint, parents, grands-parents, frères et sœurs) avec acte officiel ;

- toute convocation officielle avec justificatif rendant impossible la présence en cours ou à une épreuve. L'appréciation de la validité des autres motifs d'absences relève de la compétence du directeur des études ou *in fine* du chef de département.

Tout étudiant se présentant à une activité pédagogique déjà engagée peut s'en voir refuser l'entrée. Dans ce cas, le retard est assimilé à une absence injustifiée.

De même tout étudiant perturbant le bon déroulement d'une activité pédagogique peut être exclu temporairement de celle-ci. L'enseignant devra signaler l'incident sur la feuille d'émargement. L'étudiant sera considéré comme absent injustifié.

Les enseignants effectuent, lors de chaque activité pédagogique un émargement des présents en formation initiale, formation continue et apprentissage. Ces renseignements seront transmis à la direction des études qui appréciera la recevabilité des motifs d'absence fournis. Un relevé d'absences et de retards pour chaque étudiant sera fourni au jury de fin de semestre, lors de sa délibération, et ces renseignements figureront sur les relevés de notes.

Dans le cadre de la FCA, toute absence sera communiquée à l'entreprise.

b) Absence prolongée

En cas **d'absence supérieure à 10 jours ouvrés de manière non justifiée**, l'étudiant sera contacté par lettre recommandée avec accusé de réception dans laquelle le chef de département lui rappellera son obligation d'assiduité et lui demandera de réintégrer les enseignements ou de justifier son absence conformément aux dispositions de l'article II.A.2.a du présent règlement, sous peine d'être considéré comme défaillant de fait. Faute d'une régularisation de sa situation dans les 10 jours ouvrés à compter de la date de notification de la lettre recommandée, le département en avisera le service scolarité.

La situation de l'étudiant sera communiquée au département et aux jurys ainsi qu'à tout organisme habilité à recevoir ces informations tel que le CROUS.

3. Étudiants en alternance / stagiaires de la Formation Continue

Dans le cas d'un contrat d'alternance (formation continue et apprentissage) la direction de l'IUT a obligation de tenir l'entreprise informée des absences. Le non-respect de l'assiduité par l'alternant est une cause possible de retenue salariale et éventuellement d'une rupture de contrat.

4. Traitement de l'absentéisme lors des enseignements

Un malus de 0,05 point est appliqué sur l'ensemble des UE du semestre concerné pour toute absence injustifiée constatée dans un élément pédagogique.

5. Étudiants sportifs de haut niveau

Les étudiants ayant le statut de sportif de haut niveau universitaire bénéficient d'une réglementation particulière en ce qui concerne l'assiduité. Ainsi, toutes les absences liées à leur qualité (entraînements, compétitions, stages) sont considérées comme justifiées, sous réserve qu'elles fassent l'objet de pièces justificatives établies en bonne et due forme, déposées au secrétariat du département concerné dans les mêmes délais que ceux prévus au titre II.B.2.a du présent règlement.

Les étudiants sportifs de haut niveau doivent se signaler auprès du service scolarité générale et du secrétariat du département d'accueil lors de l'inscription. S'ils sont absents pour des motifs liés à leur statut, à des épreuves de contrôles continus de connaissances, le département proposera des modalités de rattrapage ou d'évaluation adaptées. En revanche, pour tous les autres motifs d'absence, les étudiants sportifs de haut niveau sont assujettis aux mêmes règles de conditions d'assiduité que les autres étudiants.

6. Étudiants chargés de famille

Les étudiants chargés de famille peuvent justifier de leur situation auprès du service scolarité et du secrétariat du département concerné. Ces étudiants sont assujettis aux mêmes règles de conditions d'assiduité que les autres étudiants. Toutefois, des modalités particulières d'absences pourront être définies en accord avec le directeur des études ou *in fine* le chef de département.

7. Étudiants en situation de handicap

Ces étudiants peuvent solliciter le **Relais Handicap Santé** de la Direction des Études et de la Vie Étudiante de l'Université qui proposera les modalités d'aménagement des examens et des études.

8. Étudiants assumant des responsabilités dans la vie universitaire

Les étudiants assumant des responsabilités particulières dans la vie universitaire, la vie étudiante ou associative doivent prendre contact dès leur prise de fonction avec le directeur des études ou *in fine* le chef de département afin d'examiner les modalités d'exercice de leur fonction et la compatibilité avec leur scolarité.

Seuls les étudiants élus aux différents conseils de l'Institut et de l'Université sont autorisés à s'absenter pour participer à ces conseils sous réserve de présentation de la convocation officielle. Dans tous les autres cas, l'absence sera considérée comme non justifiée.

9. Étudiants Entrepreneurs

Les étudiants entrepreneurs peuvent bénéficier d'un aménagement de leur emploi du temps conformément à leur statut.

Ainsi, toutes les absences liées à leur projet sont considérées comme justifiées, sous réserve qu'elles fassent l'objet de pièces justificatives établies en bonne et due forme, déposées au secrétariat du département concerné dans les mêmes délais que ceux prévus au titre II.B.2 du présent règlement.

Les étudiants entrepreneurs doivent se signaler auprès du service scolarité et du secrétariat du département d'accueil lors de l'inscription (ou en cas de changement de situation en cours d'année). S'ils sont absents pour des motifs liés à leur statut, à des épreuves de contrôles continus de connaissances, des épreuves de rattrapage seront organisées. En revanche, pour tous les autres motifs d'absence, les étudiants entrepreneurs sont assujettis aux mêmes règles de conditions d'assiduité que les autres étudiants.

C. CONTROLES DES CONNAISSANCES ET DES COMPETENCES

1. Les modalités de contrôles des connaissances et compétences (MCCC)

La CFVU fixe sur proposition du conseil de l'I.U.T les modalités de contrôle des connaissances et des compétences et d'obtention du diplôme de licence professionnelle portant mention du « Bachelor Universitaire de Technologie en cohérence avec les règles définies par le programme national »

Les unités d'Enseignement (UE) sont acquises dans le cadre d'un contrôle continu intégral. Celui-ci s'entend comme une évaluation régulière pendant la formation reposant sur plusieurs épreuves.

Les notes doivent être communiquées régulièrement à l'étudiant qui peut consulter ses copies selon des modalités spécifiques prévues par chaque département. Les notes ne deviennent définitives qu'après délibération du jury.

2. Déroulement des épreuves

La sortie de la salle de contrôle est interdite pendant la première moitié de l'épreuve, à concurrence d'une heure. L'accès des candidats retardataires ne pourra être accepté que de façon exceptionnelle par le responsable de la salle pendant la première demi-heure et deviendra impossible après la sortie du premier candidat, le sujet étant devenu public, même en cas de force majeure. En aucun cas le retardataire ne pourra voir prolonger son temps de composition au-delà de l'heure de fin d'épreuve prévue.

Le contrôle de l'identité des étudiants est obligatoire et doit donner lieu à un émargement. Lorsque les places sont numérotées, le respect de la numérotation est obligatoire.

Les sorties des étudiants en cours d'épreuve doivent être exceptionnelles et motivées par des raisons impérieuses. Lors de ces sorties, la copie de l'étudiant sera déposée et les heures de sortie et de retour mentionnées sur celle-ci.

A l'issue de l'épreuve, le décompte des copies est assuré, son bilan est joint à la feuille d'émargement.

De manière générale, tous les supports d'information et objets connectés (documents papiers, téléphones portables, lecteurs MP3, calculatrices à mémoire...) sont interdits en salle d'examen dès lors que leur utilisation n'est pas formellement autorisée par une mention explicite sur le sujet.

3. Absence à une épreuve : justification des absences et épreuve de rattrapage

La participation à tous les contrôles des connaissances est obligatoire quel que soit le jour (du lundi au samedi).

En cas d'absence à une épreuve, l'étudiant doit justifier son absence par un cas de force majeure auprès du secrétariat du département et auprès de l'enseignant responsable du contrôle dans les 3 jours ouvrés qui suivent son retour. Deux cas sont alors possibles :

L'absence est justifiée dans les conditions du titre II.B.2 du présent règlement : une épreuve de rattrapage peut être proposée.

L'absence est injustifiée en application du titre II.B.2 du présent règlement, la note ABI (absence injustifiée) est reportée (correspondant à un zéro dans le calcul des résultats du semestre).

4. Conditions nécessaires pour l'acceptation d'une demande de rattrapage

L'étudiant doit formuler une demande écrite argumentée auprès du directeur des études pour solliciter une épreuve de rattrapage dans les 3 jours ouvrés qui suivent son retour. Le directeur des études, en concertation avec l'enseignant concerné, pourra lui accorder l'épreuve de rattrapage sous réserve de ne pas avoir été absent de manière injustifiée à plus de 25% des enseignements du module concerné par l'épreuve. *In fine*, Le chef de département est souverain dans sa décision. En cas de refus, d'absence de demande ou d'absence supérieure à 25% des enseignements du module, l'étudiant se fera attribuer la note ABI à l'épreuve de rattrapage.

La nature de l'épreuve de rattrapage est fixée par l'enseignant en conformité avec les modalités de contrôle des connaissances.

Si l'épreuve de rattrapage ne peut pas être organisée avant le jury du semestre, la note du contrôle est mise en attente et les moyennes ne sont pas calculées.

En cas d'impossibilité d'organiser l'épreuve de rattrapage, le chef de département se concertera avec le directeur des études et pourra proposer la note ABJ (absence justifiée).

D. VALIDATION DU PARCOURS ET CAPITALISATION DES UNITES D'ENSEIGNEMENT

1. Conditions de validation

Le Bachelor Universitaire de Technologie s'obtient soit par acquisition de chaque unité d'enseignement, soit par application des modalités de compensation. Le Bachelor Universitaire de Technologie obtenu par l'une ou l'autre voie confère la totalité des 180 crédits européens. Une unité d'enseignement est définitivement acquise et capitalisable dès lors que la moyenne obtenue à l'ensemble « pôle ressources » et « SAÉ » est égale ou supérieure à 10. L'acquisition de l'unité d'enseignement emporte l'acquisition des crédits européens correspondants. La validation des deux UE du niveau d'une compétence emporte la validation de l'ensemble des UE du niveau inférieur de cette même compétence.

2. Compensation

La compensation s'effectue au sein de chaque unité d'enseignement ainsi qu'au sein de chaque regroupement cohérent d'UE. Un regroupement cohérent d'UE étant défini au regard du niveau de compétence auquel chaque UE se réfère. Ainsi, seules les UE se référant à un même niveau d'une même compétence finale peuvent ensemble constituer un regroupement cohérent. Réciproquement, des UE se référant à des niveaux de compétence finales différents ou à des compétences finales différentes ne peuvent pas appartenir à un même regroupement cohérent. Par conséquent, aucune UE ne peut appartenir à plus d'un regroupement cohérent. Au sein de chaque regroupement cohérent d'UE, la compensation est intégrale. Donc, si une UE n'a pas été acquise en raison d'une moyenne inférieure à 10, cette UE sera acquise par compensation si et seulement si l'étudiant a obtenu la moyenne au regroupement cohérent auquel l'UE appartient.

3. Règles de progression et redoublement

La poursuite d'études dans un semestre pair d'une même année est de droit pour tout étudiant. La poursuite d'études dans un semestre impair est possible si et seulement si l'étudiant a obtenu :

- la moyenne à plus de la moitié des regroupements cohérents d'UE ;
- et une moyenne égale ou supérieure à 8 sur 20 à chaque regroupement cohérent d'UE.

La poursuite d'études dans le semestre 5 nécessite de plus la validation de toutes les UE des semestres 1 et 2 dans les conditions de validation des points 1. et 2., ou par décision de jury.

Durant la totalité du cursus conduisant au Bachelor Universitaire de Technologie, l'étudiant peut être autorisé à redoubler une seule fois chaque semestre dans la limite de 4 redoublements. Le directeur de l'IUT peut autoriser un redoublement supplémentaire en cas de force majeure dûment justifiée et appréciée par ses soins. Tout refus d'autorisation de redoubler est pris après avoir entendu l'étudiant à sa demande. Il doit être motivé et assorti de conseils d'orientation.

E. ENGAGEMENT ETUDIANT ET BONUS SPORT

1. Engagement étudiant

Dans le cadre du dispositif de l'université, l'engagement étudiant pourra être valorisé au plus une fois au cours de la formation BUT, au semestre 2 ou 4, bien qu'il soit possible de valoriser au cours de ces semestres des engagements qui ont eu lieu au cours des semestres 1 et 3. Il sera comptabilisé sous la forme de point bonus d'un maximum de 0,5 point sur la moyenne de chaque UE du semestre. Le bonus est calculé sur la base de 0,1 point par tranche de 2 points à partir de 10/20. Le bonus sera affecté au semestre de l'évaluation de l'engagement. La note pourra se baser, selon le choix défini par la commission d'évaluation de l'engagement étudiant, sur :

- une présentation orale ;
- la rédaction d'un rapport ;
- la présentation d'un dossier de preuve d'acquisition de compétences.

2. Bonus sport

Un bonus sport pourra être attribué sous la forme de point bonus d'un maximum de 0,5 point sur la moyenne de chaque UE du semestre pour les activités sportives encadrées et évaluées par le SUAPS. Le bonus est calculé sur la base de 0,1 point par tranche de 2 points à partir de 10/20.

F. VALIDATION DU DIPLOME

a) Certification en langue anglaise

La délivrance des diplômes de licences professionnelles, BUT est subordonnée à la présentation d'au moins une certification en langue anglaise faisant l'objet d'une évaluation externe et reconnue au niveau international et par le monde socio-économique

b) Délivrance du diplôme

Le diplôme portant mention « du Bachelor Universitaire de technologie » et de la spécialité correspondante, est délivré par le président de l'Université sur proposition d'un jury, présidé par le directeur de l'IUT et comprenant les chefs de département, pour au moins la moitié des enseignants-chercheurs et des enseignants, et pour au moins un quart et au plus la moitié de professionnels en relation étroite avec la spécialité concernée, choisis dans les conditions prévues à l'article L612-1 du code d'éducation. L'Université délivre au niveau intermédiaire le diplôme universitaire de technologie qui correspond à l'acquisition des 120 premiers crédits européens.

G. FRAUDES ET COMPORTEMENTS ABUSIFS

1. La prévention des fraudes

Les présidents de salle rappelleront en début d'épreuve les risques encourus en cas de fraude et les consignes relatives à la discipline de l'examen.

Une surveillance active est nécessaire dans les salles d'examens.

Les fraudes ou tentatives commises à l'occasion d'un examen, d'une épreuve de contrôle continu ou d'une inscription relèvent de la section disciplinaire du conseil académique de l'Université en application des articles R 811-10 à R 811-42 du Code de l'éducation.

2. Les formes de fraude

Elles peuvent avoir différentes formes notamment :

- Possession de documents non autorisés : antisèche ou cours ;
- Possession de matériel non autorisé : calculatrice programmable, téléphone portable, code annoté, etc... ;
- Communication d'information entre candidats ;
- Substitution de copie ;
- Substitution d'un tiers ou d'un candidat à un autre candidat ;
- Le plagiat partiel ou total sous toutes formes de support : thèses, mémoire de stage, y compris sur internet (sources non citées) ;
- Les faux et usages de faux : falsification de relevés de notes, faux diplômes, faux certificat médical, etc...

3. Les mesures prises en cas de fraude :

En cas de flagrant délit de fraude ou tentative de fraude aux examens, le président de salle prend les mesures nécessaires pour faire cesser la fraude ou la tentative de fraude sans interrompre la participation de l'épreuve du candidat. A ce titre, le président de salle saisit les pièces ou le matériel permettant d'établir la réalité des faits (antisèches, code annoté, calculatrice, etc.).

Le président de salle dresse un procès-verbal (rapport détaillé) contresigné par l'ensemble des surveillants et par l'étudiant lui-même. En cas de refus de l'étudiant, il en est porté mention sur le procès-verbal.

Dans le cas où une substitution de personne ou un trouble affectant le déroulement de l'épreuve est constaté, l'étudiant peut être expulsé de la salle d'examen par décision du président de l'Université ou son représentant.

Le responsable de l'épreuve porte la fraude à la connaissance du directeur de la composante qui transmettra l'ensemble des pièces au président de l'Université pour saisine de la section disciplinaire.

4. La procédure devant la section disciplinaire :

Après saisine de la section disciplinaire, l'étudiant poursuivi est convoqué par le président de la section disciplinaire devant la commission de discipline, ainsi que le(s) témoin(s) pour y être entendu. La section disciplinaire se réunit ensuite en formation de jugement pour décider de la sanction applicable. La formation de jugement entend à nouveau l'étudiant poursuivi avant de délibérer. Lors de la commission d'instruction et de la formation de jugement, l'étudiant peut être assisté par une personne de son choix.

La décision de la section disciplinaire est ensuite notifiée à l'étudiant poursuivi par lettre recommandée avec accusé réception.

Lors de la signature du procès-verbal de constatation de fraude, il convient également d'expliquer à l'étudiant que s'il reconnaît les faits qui lui sont reprochés, il peut bénéficier de la procédure prévue à l'article R. 811-40 du code de l'éducation qui prévoit qu'une sanction lui sera proposée par le président de l'université. Dans cette hypothèse, il doit porter sur le PV la mention manuscrite : « je reconnais les faits tels que décrits dans le présent procès-verbal ».

Le Président de l'Université convoque l'utilisateur auquel les faits sont reprochés. Le courrier de convocation, transmis au moins 8 jours avant la date fixée, doit mentionner les faits reprochés, rappeler la procédure applicable ainsi que les sanctions maximales encourues, indiquer qu'il peut revenir sur la reconnaissance des faits qui lui sont reprochés et refuser la proposition de sanction. L'utilisateur peut se faire assister d'un conseil de son choix lors de cette rencontre.

Le Président de l'Université ou son représentant entend l'utilisateur et, le cas échéant, son conseil, en présence d'un membre usager désigné par le Président de la section disciplinaire. Si l'utilisateur reconnaît les faits, le Président de l'Université peut lui proposer les sanctions suivantes : avertissement, blâme, mesure de responsabilisation ou exclusion de l'établissement pour une durée maximum d'un an (cette sanction pouvant être prononcée avec sursis).

Le Président de l'Université informe l'utilisateur qu'il dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître s'il accepte ou refuse cette proposition.

Si l'utilisateur accepte la proposition, le Président de l'Université saisit le Président de la section disciplinaire en vue de la réunion de la commission de discipline, appelée à se prononcer sur la proposition de sanction. Si la commission de discipline adopte la proposition, la sanction prévue est notifiée.

Si l'utilisateur n'a pas répondu au terme du délai de 15 jours à la proposition de sanction qui lui a été faite par le Président de l'Université, s'il la refuse ou si la commission de discipline rejette cette proposition de sanction, le Président de l'Université engage les poursuites devant la section disciplinaire pour une procédure dite « classique »

5. Les sanctions disciplinaires :

Peuvent être prononcées par la formation de la section disciplinaire de jugement les sanctions suivantes :

- 1) l'avertissement
- 2) le blâme
- 3) la mesure de responsabilisation
- 4) l'exclusion de l'établissement pour une durée maximum de 5ans. Cette sanction peut être prononcée avec sursis si l'exclusion n'excède pas 2 ans.
- 5) l'exclusion définitive de l'établissement
- 6) l'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur pour une durée maximum de 5 ans.
- 7) l'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement

La sanction prise est proportionnée à la gravité des faits reprochés.

6. Les conséquences :

Dans l'attente de la décision de la section disciplinaire, aucun certificat de réussite, ni de relevé de notes ne peuvent être délivrés avant que les membres de la formation de jugement n'aient statué sur le cas des étudiants. L'affichage des résultats de l'ensemble de la promotion comportera la mention « cas réservé » s'agissant de l'étudiant poursuivi.

Si l'examen comporte un second groupe d'épreuves, l'étudiant poursuivi est admis à y participer si ses résultats le permettent (selon les modalités de contrôle de connaissances de la maquette du diplôme).

Si une sanction disciplinaire est prononcée à l'encontre de l'étudiant, l'épreuve concernée est automatiquement annulée. L'étudiant est réputé avoir été présent à l'épreuve sans l'avoir subie.

Si la fraude a été commise au moment d'une inscription, toute sanction entraîne la nullité de l'inscription.

Par ailleurs, la juridiction disciplinaire peut décider de prononcer, en outre, la nullité du groupe d'épreuves ou de la session d'examen.

En cas de sanction, le jury délibère sur les nouveaux résultats de l'étudiant compte tenu des conséquences liées au prononcé de la sanction.

Je soussigné(e)

inscrit(e) en

atteste avoir lu le règlement des études de l'IUT Grand Ouest Normandie

Fait à le

Signature